

# Grandeur et limite d'une œuvre politique

*Le texte qui suit a pour base l'allocution d'ouverture prononcée par Eric Hobsbawm, à la Conférence internationale organisée par Espaces Marx, en 1998, à la Bibliothèque nationale à Paris, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire du Manifeste communiste. Il a été mis à la disposition d'Espaces Marx et publié dans Le Manifeste communiste aujourd'hui (1998, éditions de l'Atelier, 400 p.) Une version plus étoffée a été publiée en anglais.*

## Eric Hobsbawm

Quelle impression *Le Manifeste* fera-t-il au lecteur qui l'aborde pour la première fois en 1998 ? Le nouveau lecteur ne peut pratiquement pas manquer d'être entraîné par la conviction passionnée, la brièveté concentrée, la force intellectuelle et stylistique de cette brochure étonnante.

Ce texte est écrit, comme d'un seul jet créateur, en phrases lapidaires se transformant presque naturellement en aphorismes mémorables dont la notoriété a dépassé le monde du simple débat politique : de la phrase d'ouverture « Un spectre hante l'Europe – le spectre du communisme » à la phrase finale « Les prolétaires n'ont rien que leurs chaînes à perdre. Ils ont un monde à gagner ».

Tout aussi peu fréquent dans les écrits allemands du XIX<sup>e</sup> siècle, *Le Manifeste* est écrit en paragraphes courts d'une évidence irréfutable, principalement d'une à cinq lignes, dans seulement cinq cas sur plus de 200, de 15 lignes ou plus. Quel qu'il soit par ailleurs, *Le Manifeste communiste* comme morceau de rhétorique politique atteint une force quasiment biblique<sup>1</sup>.

En bref, il est impossible de nier sa puissance irrésistible comme œuvre littéraire.

Cependant, ce qui frappera sans doute le lecteur contemporain, c'est le diagnostic remarquable du *Manifeste*, de l'impact du caractère révolutionnaire de « la société bourgeoise ».

Le fait remarquable, ce n'est pas simplement que Marx reconnut et démontra les réalisations extraordinaires, le dynamisme d'une société qu'il détestait, à la surprise, par la suite, de plus d'un défenseur du capitalisme luttant contre la menace rouge. C'est que ce monde transformé par le capitalisme qu'il décrivait en 1848 dans des passages d'une éloquence sombre et laconique est le monde dans lequel nous vivons 150 ans plus tard.

Curieusement l'optimisme politiquement tout à fait irréaliste de deux révolutionnaires de vingt-huit ans et de trente ans s'est avéré être la force la plus durable du *Manifeste*, car bien que « le spectre du communisme » hantât en effet les politiciens, et bien que l'Europe traversât une période importante de crise sociale et économique et dût éclater pour donner lieu à la plus grande révolution de son histoire à l'échelle du continent, il n'y avait manifestement aucune raison suffisante de croire, comme *Le Manifeste*, que le moment de renverser le capitalisme approchait (« La Révolution bourgeoise allemande ne peut être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne »). Bien au contraire. Comme nous le savons maintenant, le capitalisme se tenait prêt à entamer sa première ère de progrès global triomphant. Ce qui donne au *Manifeste* sa force, ce sont deux choses :

La première, c'est sa vision, même au début de la marche triomphale du capitalisme, selon laquelle ce mode de production n'était pas permanent, stable : il ne correspondait pas avec « la fin de l'histoire », mais à une phase temporaire dans l'histoire de l'humanité, qui, comme les phases précédentes, doit être remplacée par une autre forme de société – à moins qu'elle ne sombre « dans la ruine commune des classes en lutte », comme l'indique une expression du *Manifeste* qui n'a guère été relevée.

La deuxième, c'est la reconnaissance des tendances historiques nécessairement de long terme du développement capitaliste. En 1848, le potentiel révolutionnaire de l'économie capitaliste était déjà évident. Marx et Engels ne prétendaient pas être les seuls à le reconnaître. Depuis la Révolution française, certaines des tendances qu'ils observaient avaient manifestement un effet considérable, par exemple le déclin « des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements et des tarifs douaniers différents ». Désormais, les États-nations « avaient un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier ». Néanmoins, vers la fin des années 1840, ce que « la bourgeoisie » avait réalisé était bien plus modeste que les miracles que lui attribuait *Le Manifeste*.

Après tout, en 1850, le monde ne produisait pas plus de 71 000 tonnes d'acier (dont presque 70 % en Grande-Bretagne) et avait construit moins de 38 000 km de voies ferrées (dont les deux tiers en Grande-Bretagne et aux États-Unis). Les historiens n'ont pas eu de difficultés à montrer que, même en Grande-Bretagne, la révolution industrielle (un terme employé spécifique-

ment par Engels à partir de 1844 <sup>2)</sup> n'avait guère créé un pays industriel ni même un pays à prédominance urbaine avant les années 1850.

Marx et Engels décrivaient, non pas le monde tel qu'il avait déjà été transformé par le capitalisme en 1848, mais prédisaient comment il était logiquement destiné à être transformé par celui-ci. Nous vivons maintenant dans un monde où cette transformation a, en grande partie, eu lieu, même si les lecteurs du *Manifeste* du troisième millénaire du calendrier occidental observeront sans aucun doute que cette transformation s'est poursuivie au-delà de ce qui peut être décrit en 1998. À certains égards, nous pouvons même mieux apprécier la force des prédictions et des prévisions du *Manifeste* que les générations qui nous séparent de sa publication. Car jusqu'à la révolution des transports et des communications, depuis la Seconde Guerre mondiale, il y avait des limites à la globalisation de la production, à « donner un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays ». Jusque dans les années 1970, l'industrialisation restait massivement enfermée dans ses régions d'origine. Certaines écoles marxistes pouvaient même argumenter que le capitalisme, au moins dans sa forme impérialiste, bien loin de « forcer toutes les nations, sous peine de disparition, à adopter le mode de production bourgeois », perpétuait, ou même créait du « sous-développement » dans les pays qu'il convient d'appeler tiers-monde. Tandis qu'un tiers de l'humanité vivait dans des économies liées au modèle de communisme soviétique, il semblait que le capitalisme ne réussirait jamais à forcer toutes les nations « à devenir elles-mêmes bourgeoises ». Il ne « formerait pas un monde à son image » ; encore une fois, avant les années 1960, l'annonce du *Manifeste* selon laquelle le capitalisme entraînerait la destruction de la famille, semblait ne pas avoir été vérifiée : aujourd'hui dans les pays occidentaux avancés, environ la moitié des enfants sont nés ou élevés par des mères célibataires, la moitié des ménages dans les grandes villes est constituée de personnes seules.

Bref, ce qui en 1848 aurait pu donner l'impression au lecteur non engagé d'une rhétorique révolutionnaire ou, au mieux, d'une prédiction vraisemblable peut maintenant être interprété comme une représentation synthétique de la société à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. De quel autre document peut-on dire ceci ? Cependant si, à la fin du millénaire, on ne peut qu'être frappé par la perspicacité du *Manifeste* dans sa vision du futur – alors même qu'au moment de la rédaction de ce texte le capitalisme ne se présente pas comme un système globalisé et planétaire –, l'échec d'une autre de ses prévisions est tout aussi frappant. Il est maintenant évident que la bourgeoisie n'a pas produit dans le prolétariat « avant tout, ses propres fossoyeurs. Son déclin et la victoire du prolétariat » ne se sont pas révélés « également inévitables ».

Le contraste entre les deux moitiés de l'analyse du *Manifeste* dans sa section sur « Bourgeois et Prolétaires » exige davantage d'explications qu'au moment de son centenaire. Le problème provient non pas de la vision que Marx

et Engels avaient du capitalisme qui transformait nécessairement la majorité des gens gagnant leur vie dans cette économie, en hommes et en femmes qui, pour leur gagne-pain, devaient se faire embaucher pour des gages ou des salaires. Cela a été sans aucun doute le cas, bien qu'aujourd'hui certains cadres d'entreprises pourtant salariés ne peuvent être assimilés à des prolétaires ; le hiatus ne provient pas non plus de la croyance selon laquelle la majorité de la population active devait se concentrer dans l'industrie. En effet, alors que la Grande-Bretagne restait tout à fait exceptionnellement un pays où les travailleurs manuels salariés formaient la majorité absolue de la population, le développement de la production industrielle exigeait encore des apports massifs et croissants de travail manuel bien plus d'un siècle après la rédaction du *Manifeste*.

Indiscutablement, ce n'est plus le cas dans la production moderne qui nécessite l'emploi de beaucoup de capital de haute technicité : cet élément n'est pas pris en considération dans *Le Manifeste*, bien qu'en fait dans les études économiques de sa maturité, Marx lui-même envisage la possibilité du développement d'une économie utilisant de moins en moins de main-d'œuvre, tout au moins dans l'ère post-capitaliste<sup>3</sup>.

Même dans les économies industrielles de type ancien du capitalisme, le pourcentage de gens employés dans les industries de fabrication reste stable jusque dans les années 1970, à l'exception des États-Unis où le déclin survient un peu avant.

En effet, exception faite de la Grande-Bretagne, de la Belgique et des États-Unis, en 1970, les ouvriers de l'industrie formaient une proportion de la population active jamais atteinte auparavant dans le monde industriel et en cours d'industrialisation.

En tout cas, le renversement du capitalisme envisagé par *Le Manifeste* ne dépendait pas d'une prolétarianisation préalable de la majorité de la population active, mais dépendait donc de l'hypothèse selon laquelle la situation du prolétariat dans l'économie capitaliste était telle qu'une fois organisé en un mouvement de classe nécessairement politique, il prendrait l'initiative et rassemblerait, fédérerait autour de lui le mécontentement des autres classes ; il acquerrait ainsi le pouvoir politique et deviendrait « Le mouvement indépendant de l'immense majorité au profit de l'immense majorité ». Ainsi, le prolétariat « s'érigerait en classe dirigeante de la Nation [...] deviendrait *la Nation* ».

Le capitalisme n'ayant pas été renversé, nous sommes enclins à exclure cette prédiction. Cependant, aussi improbable que cela puisse paraître en 1848, la politique de la plupart des pays capitalistes européens devait être transformée par la montée des mouvements politiques organisés, basés sur la classe ouvrière et l'existence d'une conscience de classe, lesquels avaient tout juste fait leur apparition à l'extérieur de la Grande-Bretagne à l'époque

de la rédaction du *Manifeste*. Les partis ouvriers socialistes émergèrent dans la majeure partie du monde « développé » dans les années 1880, et devinrent des Partis de masse dans des États au droit de vote démocratique qu'ils avaient tant contribué à obtenir. Pendant et après la Première Guerre mondiale, alors qu'une ramification des « Partis prolétariens » suivit la route révolutionnaire des Bolcheviks, une autre ramification devint le pilier soutenant le capitalisme démocratisé. La ramification bolchevique n'a plus de grand sens en Europe où bien des partis de ce type se sont assimilés à la sociale démocratie. La social-démocratie, telle qu'on la concevait du temps de Bebel ou même de Clément Attlee, mène un combat d'arrière-garde dans les années 1990. Cependant, à l'heure où ces lignes sont écrites en 1997, les descendants des partis sociaux démocrates de la Seconde Internationale, quelquefois sous leur nom original, sont des partis de gouvernement dans tous les États européens à l'exception de l'Espagne et de l'Allemagne : dans ces deux pays, les partis ont par le passé participé au gouvernement et ont à l'avenir des chances de renouer avec cette expérience.

Bref, là où *Le Manifeste* s'est trompé, ce n'est pas en prédisant un rôle essentiel au mouvement politique fondé sur la classe ouvrière et portant quelquefois encore le nom de classe spécifique comme dans les actuels partis travaillistes britannique, hollandais, norvégien et australien. *Le Manifeste* s'est trompé en avançant que « de toutes les classes qui s'opposent actuellement à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire dont la destinée inévitable impliquée par la nature et le développement du capitalisme est de renverser la bourgeoisie : "son déclin et la victoire du prolétariat sont également inévitables" ».

Même dans les années bien connues sous le nom de « la décennie affamée » (les années 1940), le processus qui était censé conduire à la paupérisation inévitable des travailleurs <sup>4</sup> n'était pas totalement crédible sauf à supposer – ce qui est peu plausible même à l'heure actuelle – que le capitalisme, ayant atteint sa crise finale, était sur le point d'être renversé. C'était un double mécanisme. Ce processus devait avoir deux effets : outre l'effet de paupérisation sur le mouvement ouvrier, il s'agissait de prouver que la bourgeoisie ne pouvait plus régner « parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave, dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de se laisser déchoir au point de le nourrir plutôt que de se faire nourrir par lui ». Donc, loin de fournir le profit qui alimentait la machine du capitalisme à ce moment-là, la main-d'œuvre l'affaiblissait. Mais étant donné le potentiel économique du capitalisme exposé de manière si spectaculaire dans *Le Manifeste* lui-même, pourquoi le capitalisme devait-il forcément être incapable d'assurer un gagnepain même misérable à la majorité de la classe ouvrière, ou alternativement être incapable d'assurer un système de protection sociale ?

Pourquoi le « paupérisme » (au sens strict, voir la note 4) « se développe encore plus rapidement que la population et la richesse » <sup>5</sup> ? Si le capita-

lisme avait une longue vie devant lui – et cela devient évident très vite après 1848 – cette prédiction ne se produirait pas obligatoirement. Et en effet, elle ne s’est pas produite.

La vision que donne *Le Manifeste* du développement historique de la « société bourgeoise », y compris la classe ouvrière à laquelle elle donne naissance, ne conduit pas nécessairement à conclure au renversement du capitalisme par la bourgeoisie ouvrant ainsi la voie au communisme : la vision et la conclusion de ce raisonnement ne découlent pas en effet de la même analyse. Le but du communisme adopté avant que Marx ne devienne « marxiste » ne se déduit pas de l’analyse de la nature du développement du capitalisme mais d’un raisonnement philosophique et quasi eschatologique, sur la nature humaine et la destinée. L’idée, fondamentale pour Marx à partir de ce moment-là, selon laquelle le prolétariat était une classe qui ne pouvait se libérer de cette façon sans libérer de ce fait la société dans son ensemble, apparaît d’abord « comme une déduction philosophique plutôt qu’un produit de l’observation »<sup>6</sup>.

Selon la formule de George Lichtheim : « Le prolétariat apparaît pour la première fois dans les écrits de Marx comme la force sociale dont on avait besoin pour prendre conscience des buts, des objectifs, de la philosophie allemande » telle que Marx la voyait en 1843-1844.

« La possibilité positive de l’émancipation allemande, écrivait-il dans son introduction à la *Critique de la philosophie du droit selon Hegel*, provenait de la formation d’une classe aux chaînes radicales [...] une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère de la société qui ait un caractère universel parce que ses souffrances sont universelles et qui ne revendique aucun droit particulier parce que l’injustice qu’on lui a faite n’est pas une injustice particulière mais l’injustice comme telle [...] Cette dissolution de la société pour devenir une classe particulière, c’est le prolétariat. L’émancipation du peuple allemand, c’est l’émancipation de *l’être humain*. La philosophie est la tête de cette émancipation et le prolétariat son cœur. La philosophie ne peut se réaliser sans abolir le prolétariat et le prolétariat ne peut être aboli sans que la philosophie ne devienne une réalité. »

À cette époque, Marx ne savait guère plus du prolétariat sinon qu’« il prendrait naissance en Allemagne uniquement en fonction de la montée du développement industriel » et c’était précisément ce qui constituait son potentiel comme force de libération car, contrairement aux masses pauvres de la société traditionnelle, c’était l’enfant d’une dissolution radicale de la société, « et par conséquent son existence même réclamait la dissolution de l’ordre mondial existant jusque-là ». Marx en savait encore moins sur les mouvements ouvriers, bien qu’il ait accumulé des connaissances sur l’histoire de la Révolution française. Dans la personne d’Engels, il se fit un associé qui apporta le concept de « révolution industrielle », une compréhension de la dynamique de l’économie capitaliste telle qu’elle existait effectivement en

Grande-Bretagne et les rudiments d'une analyse économique<sup>7</sup> ; ces éléments conduisaient Engels à prédire une révolution sociale qui serait réalisée par une véritable classe ouvrière sur laquelle il avait pas mal de connaissances, du fait de son travail en Angleterre au début des années 1840. Les façons qu'avaient Marx et Engels d'aborder « le prolétariat » et le communisme se complétaient. De même pour leur conception de la lutte de classe comme moteur de l'histoire : dans le cas de Marx, elle découlait dans une large mesure de l'étude de la période révolutionnaire en France ; dans celui d'Engels, de l'expérience des mouvements sociaux dans l'Angleterre post-napoléonienne. Il n'y a rien de surprenant à ce qu'ils se soient trouvés (selon les termes d'Engels) « en accord dans tous les domaines théoriques »<sup>8</sup>. Engels apporta à Marx les éléments d'un modèle qui démontrait la nature fluctuante et auto-déstabilisante des opérations de l'économie capitaliste, notamment les grandes lignes d'une théorie des crises économiques<sup>9</sup> et une documentation empirique sur la montée du mouvement ouvrier britannique et le rôle révolutionnaire qu'il pouvait jouer en Angleterre.

Dans les années 1840, la conclusion suivant laquelle la société était au bord d'une révolution n'est pas invraisemblable. Pas plus que la prédiction selon laquelle la classe ouvrière, si immature soit-elle, en prendrait la tête. Après tout, ce n'est que quelques semaines après la publication du *Manifeste* qu'un mouvement des ouvriers parisiens renversa la monarchie française et donna le signal de la révolution à la moitié de l'Europe. Toutefois, la tendance du développement capitaliste à donner naissance à un prolétariat essentiellement révolutionnaire ne pouvait se déduire de l'analyse de la nature même de ce capitalisme. C'était une conséquence possible, parmi d'autres, de ce développement, mais il était impossible de prouver que c'était la seule. On pouvait encore moins démontrer que le renversement réussi du capitalisme par le prolétariat devait nécessairement ouvrir la voie au développement d'une société communiste. (*Le Manifeste* ne revendique pas plus qu'il ne devait le faire au moment de sa première publication, d'amorcer un processus de changement très graduel.)<sup>10</sup> La vision que donne Marx du prolétariat – dont l'essence même le destinait à émanciper toute l'humanité et mettre fin à la société de classe par le renversement du monde du capitalisme – représente un espoir que l'on peut discerner dans son analyse du capitalisme. Cette vision n'est pas une conclusion découlant nécessairement de cette analyse. L'analyse du capitalisme dans *Le Manifeste* aurait pu conduire sans aucun doute à l'étude que fait Marx de la concentration économique à laquelle il est fait à peine allusion en 1848. Il s'agit ici d'une conclusion plus générale et moins spécifique portant sur les forces autodestructrices inhérentes au développement capitaliste. Cela doit atteindre le point – et en 1998, il n'y a pas que les marxistes qui reconnaissent cela – où « les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise

moderne qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus maîtriser les puissances infernales qu'il a fait surgir [...] Les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'ils ont créées ».

Il n'est pas déraisonnable de conclure que les « contradictions » inhérentes au système de marché fondé sur aucun autre lien entre l'homme et l'homme que le froid intérêt des dures exigences du « paiement comptant », et sur un système d'exploitation et d'accumulation incessante, ne peuvent jamais être surmontées ; ces contradictions atteindraient un tel point que, par une série de transformations et de restructurations, le développement de ce système en se déstabilisant essentiellement de lui-même, mènera à une situation que l'on ne peut plus qualifier de capitalisme. Une situation où, pour citer le Marx de la maturité, « la centralisation des moyens de production et la socialisation du travail en arrivent enfin au point où ils deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste et où cette enveloppe est mise en pièce ». Le nom par lequel la situation ultérieure est décrite est immatériel. Cependant, comme le démontre l'explosion économique mondiale dans l'environnement mondial, elle devra nécessairement marquer un net changement en s'éloignant de l'appropriation privée pour une gestion sociale à une échelle globale<sup>11</sup>. Il est extrêmement improbable qu'une telle « société post-capitaliste » corresponde aux modèles traditionnels du socialisme et encore moins aux socialismes « réels » de l'ère soviétique. Les formes qu'elle prendrait et la façon dont elle incarnerait les valeurs humanistes du communisme de Marx et d'Engels dépendraient de l'action politique par laquelle ce changement serait intervenu car celui-ci, comme l'estime *Le Manifeste*, est essentiel à la forme que prendrait le changement historique.

Dans une perspective marxienne, de quelque manière que nous décrivions ce moment historique où « l'enveloppe vole en éclat », la politique en sera un élément essentiel. *Le Manifeste* a été essentiellement interprété comme un document démontrant le caractère inévitable de l'histoire : en effet, sa force provenait dans une large mesure de la certitude donnée à ses lecteurs que le capitalisme était inévitablement destiné à être enterré par ses fossoyeurs et que jusque-là, et à aucune période précédente dans l'histoire, les conditions de l'émancipation ne s'étaient réalisées. Cependant, contrairement à des suppositions largement répandues, *Le Manifeste* affirme que le changement historique avance par l'intermédiaire des hommes qui font leur propre histoire. Ce n'est donc pas un document déterministe. Les tombes doivent être creusées avec ou par l'intermédiaire de l'action de l'homme.

Une lecture déterministe du raisonnement des auteurs est néanmoins possible. On a suggéré qu'Engels y tendait plus naturellement que Marx, avec des conséquences importantes pour le développement de la théorie marxiste et le mouvement ouvrier marxiste après la mort de Marx. Cependant, bien



que les versions antérieures – de la responsabilité d’Engels <sup>12</sup> – aient été citées comme preuves, en fait on ne peut retrouver ce déterminisme dans *Le Manifeste* lui-même. Quand il quitte le domaine de l’analyse historique et aborde le présent, c’est un document de choix, de possibilités politiques plutôt que de probabilités, encore moins de certitudes entre le moment présent et le moment imprévisible où « dans le cours du développement » naîtrait une « association où le libre développement de chacun serait la condition du libre développement de tous », et où se trouve le domaine de l’action politique.

Le changement historique à travers la politique sociale, à travers l’action collective est au cœur du *Manifeste*. Il considère le développement du prolétariat comme « l’organisation des prolétaires en classe et par conséquent en parti politique ». La « conquête du pouvoir politique par le prolétariat » (« La victoire de la démocratie ») est « le premier pas de la révolution ouvrière » et le futur de la société dépend des actions politiques ultérieures du nouveau régime (de la manière dont « le prolétariat utilisera sa suprématie politique ») ; l’engagement dans la politique est ce qui distinguait historiquement le socialisme marxiste des anarchistes et des successeurs de ces socialistes dont *Le Manifeste* condamne explicitement le rejet de toute action politique. Même avant Lénine, la théorie marxienne ne traitait pas seulement de « ce que l’histoire nous montre qu’il va arriver » mais aussi de « ce qu’il faut faire ». Il faut reconnaître que l’expérience soviétique du xx<sup>e</sup> siècle nous a appris que mieux vaudrait ne pas faire « ce qu’il faut faire » dans des conditions historiques qui mettent la réussite pratiquement hors d’atteinte. Mais on aurait aussi pu tirer cette leçon en prenant en considération les implications du *Manifeste communiste*.

*Le Manifeste* – ce n’est pas la moindre de ses remarquables qualités – est un document qui prévoyait l’échec. Il espérait que l’aboutissement du développement capitaliste serait « une transformation révolutionnaire de toute société » mais, comme nous l’avons déjà vu, il n’excluait pas l’alternative : « la ruine commune ». De nombreuses années plus tard, un autre penseur marxien reformule ceci en termes de choix entre le socialisme et la barbarie. Lequel des deux l’emportera est la question à laquelle le xxi<sup>e</sup> siècle aura la responsabilité de répondre. ■

## Notes

1) Pour une note analyse stylistique, voir S.S. Prawer, *Karl Marx and World Literature* (Oxford, New York, Melbourne 1978), p. 148-149. À ma connaissance, les traductions du *Manifeste* n’ont pas la force du texte allemand original.

2 ) Dans « Die Lage Englands. Dans 18. Jahrhundert » (Marx-Engels Werke I, p. 566-568).

- 3) La discussion sur « capital fixe et développement des ressources productives de la société » dans les manuscrits de 1857-1858 (Œuvre complète, vol. 29 – London 1987 –, p. 80-89).
- 4) Le paupérisme ne doit pas être interprété comme synonyme de « pauvreté ». Les termes allemands empruntés à l'emploi en anglais sont « indigents », « une personne dans le dénuement assistée par une œuvre de bienfaisance ou par des dons publics » (Chambers' Twentieth Century Dictionary) et paupérisme : le fait d'être indigent (*ibid.*).
- 5) Paradoxalement, on retrouve un peu l'argument marxien de 1848 aujourd'hui largement utilisé par les capitalistes et les gouvernements d'économie de marché pour prouver que les États dont le PNB continue à doubler toutes les deux ou trois décennies feront faillite s'ils n'abolissent pas les systèmes de transfert de revenu (États-providence, etc.) installés à une période de plus grande pauvreté par lesquels ceux qui ont un salaire entretiennent, soutiennent ceux qui ne sont pas en mesure d'en avoir un.
- 6) Leszek Kolalowski, *Main currents of Marxism*, vol. 1, *Les Fondateurs* (Oxford, 1978), p. 130.
- 7) Publié comme les éléments d'une critique de l'économie politique en 1844, (Œuvre complète, vol. 3, p. 418-443).
- 8) « Sur l'Histoire de la ligue communiste » (Œuvre complète, vol. 26 – London, 1990 –, p. 318).
- 9) « Éléments de critique » (Œuvre complète, vol. 3, p. 433 FF). Ceci semble provenir des écrivains britanniques radicaux, notamment John Wade, *Histoire des classes moyennes ouvrières* – à laquelle se réfère Engels à ce sujet.
- 10) C'est encore plus clair dans les formulations d'Engels dans ce qui est, en réalité, deux versions préliminaires du *Manifeste* : « Ébauche d'une profession de foi communiste » (Œuvre complète, vol. 6, p. 102) et « Principes du communisme » (*ibid.*, p. 350).
- 11) Tiré de « La tendance historique de l'accumulation capitaliste » in : *Le Capital*, vol. 1 (Coll. Works, vol. 35, p. 750).
- 12) George Lichtheim, *Le Marxisme*, p. 58-60.